

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTCP/W/77

25 juin 1998

(98-2555)

Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA TURQUIE

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 juin 1998, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

Impact des pratiques anticoncurrentielles des entreprises et des associations sur le commerce international

Au cours des trois dernières réunions, le Groupe de travail a examiné les relations entre le commerce et la politique de la concurrence en général. À sa prochaine réunion, il s'efforcera d'approfondir la question des pratiques anticoncurrentielles et de leur impact sur le commerce international.

Les pratiques anticoncurrentielles sur le marché intérieur et sur les marchés internationaux peuvent nuire au commerce international. Ces pratiques peuvent se classer en deux grandes catégories: celles qui empêchent les exportateurs des autres pays et les nouveaux entrants d'accéder au marché, et celles qu'exercent les exportateurs sur les marchés étrangers.

Accès aux marchés

La libéralisation des échanges permet aux exportateurs d'avoir accès sans obstacle aux marchés étrangers. Les politiques commerciales libérales visent à éliminer les mesures qui restreignent les importations en réduisant les droits de douane et en abrogeant les mesures non tarifaires. **La libéralisation des échanges, si elle est une condition nécessaire pour permettre l'accès aux marchés, n'est toutefois pas une condition suffisante.** Par exemple si le pays importateur n'a pas une politique de la concurrence efficace, certaines pratiques des entreprises publiques ou privées peuvent restreindre l'entrée des exportateurs étrangers sur le marché. Une bonne politique de la concurrence et son application efficace sont donc des moyens d'appuyer les accords de libéralisation des échanges et d'améliorer l'accès aux marchés.

Les restrictions verticales et horizontales et l'abus de position dominante sont les principales pratiques anticoncurrentielles.

Les **restrictions verticales** sont des arrangements ou mécanismes existant entre fabricants et fournisseurs tels que les clauses d'achats ou de ventes liés ou d'exclusivité, prix imposés, restrictions territoriales, etc.

Les **restrictions horizontales** sont des arrangements entre entreprises qui vendent le même produit ou groupe de produits; ce peuvent être des ententes sur les prix, des restrictions de la production ou d'autres formes de cartélisation.

Il y a **abus de position dominante** quand une ou plusieurs entreprises détenant une part importante d'un marché cherchent à s'assurer le monopole sur ce marché au moyen de prix discriminatoires, de prix d'éviction, d'autres pratiques d'exclusion ou de prix excessifs.

Des pratiques anticoncurrentielles sont possibles quand certaines conditions existent sur un marché national, à savoir:

- absences de règles appropriées de la concurrence;
- existence d'exemptions ou d'exceptions sectorielles ou autres à ces règles;
- application inefficace des règles de la concurrence.

Bien qu'en théorie une situation de concurrence parfaite soit possible sans intervention des pouvoirs publics, une telle **intervention peut en pratique être nécessaire pour créer un environnement concurrentiel** et combattre les pratiques anticoncurrentielles des entreprises. Toutefois, **la seule existence de règles de la concurrence n'est pas suffisante pour garantir un marché concurrentiel**. En effet, les règles peuvent être mal appliquées ou mal conçues ou le gouvernement peut tolérer ou encourager des pratiques anticoncurrentielles ou même y recourir lui-même.

Quel que soit le cas de figure, les pratiques anticoncurrentielles sur un marché donné peuvent avoir des externalités à l'étranger. Elles peuvent constituer des obstacles occultes qui empêchent les exportateurs d'avoir accès au marché ou fausser les échanges du fait que les bénéfices excessifs qu'elles procurent aux entreprises nationales sur le marché intérieur leur confèrent un avantage injustifié sur les marchés internationaux.

Pratiques anticoncurrentielles des exportateurs

Presque tous les pays sont favorables à un système de commerce international libre et loyal et cherchent à accroître leurs parts des marchés internationaux. Mais les activités entreprises à cet effet ne sont pas toujours conformes aux principes d'un commerce libre et loyal. **Il peut même arriver que le système commercial actuel encourage certaines pratiques anticoncurrentielles** parce que le système de commerce international manque de certaines règles et disciplines qui seraient nécessaires, concernant par exemple les activités anticoncurrentielles des cartels d'exportation, des cartels internationaux et des sociétés mondiales ou transnationales.

En fait, **à mesure que le nombre et la taille des sociétés transnationales augmentent, le risque de pratiques anticoncurrentielles transfrontières augmente également**. Ces pratiques sont semblables à celles qui peuvent exister sur un marché national, mais à une échelle plus grande. Ce peuvent être par exemple des abus de position dominante sur les marchés internationaux, des ententes excluant les autres concurrents internationaux, des cartels internationaux ou des fusions et acquisitions internationales ayant des effets anticoncurrentiels. Du fait que les activités des sociétés transnationales ne sont pas limitées à un seul territoire, il est malheureusement difficile d'appliquer les règles nationales de la concurrence à l'échelle internationale pour combattre ces pratiques, même si dans beaucoup de pays les règles de la concurrence comprennent des dispositions inspirées de la théorie des effets.

Sur le plan national, au contraire, il existe des moyens - limités, il est vrai - de combattre les pratiques anticoncurrentielles des sociétés transnationales. En effet, il est possible d'établir une juridiction sur les pratiques qui ont des effets sur le marché intérieur. Mais il ne faut pas oublier que **les mesures correctives appliquées sur les marchés nationaux ne résoudront pas le problème à l'échelle mondiale**, notamment parce qu'il n'existe **aucune norme internationale et aucune instance internationale compétente pour réguler la concurrence internationale**.
